

Rififi politique autour du Pacte d'excellence

■ Deux décrets clés du Pacte d'excellence ne pourront être votés avant les vacances.

L'année parlementaire qui se termine en Fédération Wallonie-Bruxelles a enregistré un nouveau retard dans la mise en œuvre par paliers du Pacte d'excellence. La majorité PS et CDH avait en effet bon espoir de faire passer, ce jeudi en commission, deux projets de décrets clés, de façon à pouvoir les valider définitivement lors de la dernière séance plénière programmée jeudi prochain avant les vacances. Ces décrets sont indispensables pour lancer dès septembre le processus de recrutement des premiers délégués aux contrats d'objectifs (DCO), une nouvelle fonction prévue par le Pacte pour améliorer la gouvernance des écoles.

Jeudi matin cependant, l'opposition MR, Ecolo et Défi a créé la surprise. Mécontente d'avoir eu moins d'une semaine pour examiner deux textes aussi importants, elle a rassemblé les signatures nécessaires pour réclamer l'avis (dans les trente jours) du Conseil d'Etat sur plusieurs dizaines d'articles rajoutés aux décrets.

Cette demande de l'opposition rend de facto impossible tout vote avant l'avis du Conseil d'Etat. Présente en commission pour défendre ses textes, la ministre de l'Education Marie-Martine Schyns (CDH) s'est dite "choquée" par cette "manœuvre dilatoire". (Avec Belga)